

Par arrêté A E 41/77 du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 1^{er} février 1977, est agréé, dans le groupe III et la classe A, pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 135 °C, le moteur asynchrone type 100 d 3 R, construit par la Compagnie Electro-Mécanique, 6, place Bir-Hakeim, à Lyon (Rhône).

Par arrêté A E 42/77 du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 1^{er} février 1977, est agréé, dans le groupe III et la classe A, pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 135 °C, le moteur asynchrone type 112 d 3 R, construit par la Compagnie Electro-Mécanique, 6, place Bir-Hakeim, à Lyon (Rhône).

Ouvrages d'énergie électrique.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 21 janvier 1977, sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'application des servitudes, les travaux d'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de la ligne électrique à 225/63 kV Bastillac—Cera-ver.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 21 janvier 1977, sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'application des servitudes, les travaux d'établissement, dans les départements de la Savoie et de l'Isère, de la dérivation de Sainte-Hélène-du-Lac à partir de la ligne électrique à 63 kV Bens—Fond-de-France.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 21 janvier 1977, sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'application des servitudes, les travaux d'établissement, dans le département de la Gironde, de la ligne électrique à 225 kV Cissac—Le Verdon.

Octroi d'un permis d'exploitation de mines de sels de sodium, dit « Permis de Parrapon » (Gard), à la société Les Salines du Sud-Est-Sopachimie et C^e.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

Vu la pétition du 15 décembre 1972, complétée le 19 avril 1973 et modifiée le 11 juin 1975, par laquelle la société Les Salines du Sud-Est-Sopachimie et C^e, dont le siège social est à Courbevoie (Hauts-de-Seine), 25, quai Paul-Doumer, a sollicité l'octroi d'une concession de mines de sels de sodium portant sur partie du territoire des communes de Vauvert, de Beauvoisin et du Cailar, arrondissement de Nîmes, département du Gard;

Vu la pétition du 4 mai 1976, substituée à la précédente, par laquelle la société Les Salines du Sud-Est-Sopachimie et C^e sollicite, pour une durée de cinq ans, au lieu de la concession précitée, un permis d'exploitation de mines de mêmes substances portant sur le même périmètre;

Vu les mémoires, plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu les rapports et avis des ingénieurs de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date des 11 et 15 juin 1976;

Vu l'avis du préfet du Gard en date du 16 juillet 1976;

Vu le code minier;

Vu le décret n° 70-988 du 29 octobre 1970 relatif à l'instruction des demandes portant sur des titres miniers et au retrait de ces titres;

Vu le décret du 8 août 1973, publié au *Journal officiel* du 15 août 1973, accordant un permis exclusif de recherches de mines de sels de sodium, dit « Permis de Pierrefeu », à la société Les Salines du Sud-Est-Sopachimie et C^e;

Vu le décret du 10 novembre 1976 prolongeant la validité dudit permis « de Pierrefeu » jusqu'au 15 août 1978;

Sur avis conforme du conseil général des mines en date du 9 novembre 1976;

Sur proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est accordé à la société Les Salines du Sud-Est-Sopachimie et C^e un permis d'exploitation de mines de sels de sodium, dit « Permis de Parrapon », d'une superficie de 12,7 kilomètres carrés environ, portant sur partie du territoire des communes de Vauvert, de Beauvoisin et du Cailar, dans le département du Gard.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/20 000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à côtés rectilignes dont les sommets A B C D sont définis comme

suit (leurs coordonnées approximatives dans le système de projection Lambert III, zone Sud, étant données à titre subsidiaire) :

A Borne géodésique Vauvert I (cheminée Granier) :

x = 759,610 y = 155,773.

B Borne géodésique Beauvoisin II (combe Mézière) :

x = 760,171 y = 153,405.

C Axe du clocher de l'église du hameau de Gallician.

D Intersection de l'axe de la route départementale 135 avec l'axe de la route départementale 104, au lieu-dit Les Movinettes.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 70-988 du 29 octobre 1970 susvisé, la redevance tréfoncière due par le titulaire du permis aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de celui-ci est fixée à une somme une fois payée de 1,50 F par hectare.

Art. 5. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Un extrait de cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet du Gard et aux frais du titulaire du permis, affiché à la préfecture de Nîmes et dans les communes de Vauvert, de Beauvoisin et du Cailar, inséré au recueil des actes administratifs du département du Gard et publié dans un journal régional ou local diffusé sur tout le territoire dudit département.

Fait à Paris, le 31 janvier 1977.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des mines,

Pour le directeur des mines empêché :

L'ingénieur en chef des mines,

YVES MARTIN.

NOTA. — Le plan visé à l'article 2 pourra être consulté à la direction des mines (bureau de législation), 97, rue de Grenelle, Paris (7^e), ainsi que dans les bureaux du service de l'industrie et des mines Languedoc-Roussillon, 6, avenue de Clavières, Alès.

Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 27 janvier 1977, ont été nommés élèves titulaires de l'école nationale supérieure des mines de Saint-Etienne les élèves stagiaires dont les noms suivent, admis à passer en troisième année d'études :

MM. Boudi (Abdelkader), Ould Baba (Dah) et Ould Deyine (Mohamed Salem).

Instruments de mesure.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 25 janvier 1977, M. Aurand (Henri), ingénieur divisionnaire des travaux métrologiques, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 14 mars 1977, au titre des articles L. 4 (1^{er}) et L. 24 (1^{er}) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

MINISTRE DE LA QUALITE DE LA VIE

Budget de l'office national de la chasse.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie en date du 21 janvier 1977, les prévisions de recettes et de dépenses du budget de l'office national de la chasse pour 1976 sont majorées de la somme de 4 363 800 F.

JEUNESSE ET SPORTS

Formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond).

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives;

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Approbation des participations du département de la Seine-Maritime et des syndicats intercommunaux de l'agglomération rouennaise et du canton d'Elbeuf au capital de la Société anonyme d'économie mixte pour l'aménagement et l'exploitation de la Fosse Marmitaine (Semefom).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie en date du 19 janvier 1977, sont approuvées les délibérations par lesquelles le conseil général de la Seine-Maritime et les comités syndicaux des syndicats intercommunaux de l'agglomération rouennaise et du canton d'Elbeuf ont décidé de participer au capital de la Société anonyme d'économie mixte pour l'aménagement et l'exploitation de la Fosse Marmitaine (Semefom), fixé à 600 000 F, par l'acquisition respectivement de 1 500, 540 et 180 actions de 100 F.

Indemnité versée aux délégués des officiers de police judiciaire visés à l'article L. 72-1 du code électoral qui n'appartiennent pas à l'administration ou à l'armée et qui sont appelés à dresser les procurations au domicile des personnes qui ne peuvent se déplacer.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le code électoral, et notamment ses articles L. 72-1 et R.* 72,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les délégués des officiers de police judiciaire n'appartenant pas à l'administration ou à l'armée qui sont chargés de dresser les procurations au domicile des personnes qui ne peuvent se déplacer perçoivent une indemnité de 15 F par procuration ou résiliation de procuration.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les départements et territoires d'outre-mer. L'indemnité n'est abondée outre-mer d'aucun index de correction.

Art. 3. — Le directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, le directeur des services judiciaires au ministère de la justice, le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances, le secrétaire général pour les départements d'outre-mer et le directeur des territoires d'outre-mer de la République au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 février 1977.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration,
MAURICE PARAF.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
JEAN-CLAUDE PÉRIER

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
JACQUES BUZET.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur (Départements et
territoires d'outre-mer),
OLIVIER STIRN.

Modification des limites territoriales des communes de Bures-sur-Yvette et Orsay et création de la commune des Ulis (canton d'Orsay).

Par arrêté en date du 17 février 1977, le préfet de l'Essonne a prononcé la création par division des communes de Bures-sur-Yvette et d'Orsay d'une nouvelle commune dénommée Les Ulis, dont le chef-lieu est fixé aux Ulis (canton d'Orsay).

Les limites de la commune des Ulis sont définies conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral, qui peut être consulté à la préfecture de l'Essonne.

Les chiffres de la population des communes, tels qu'ils résultent du recensement général de 1975 et du recensement complémentaire d'octobre 1976, sont fixés comme suit :

	Population municipale totale.
Bures-sur-Yvette	8 541
Orsay	13 581
Ulis (Les)	19 576
	41 698

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, ces trois communes seront administrées par une délégation spéciale. Les modalités particulières de ces modifications territoriales et de cette création, notamment en matière financière et patrimoniale, seront fixées par arrêté préfectoral ultérieur.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret n° 77-143 du 11 février 1977 relatif au régime de l'indemnité résidentielle de cherté de vie des personnels civils et militaires de l'Etat en service en Afrique du Nord.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 55-1499 du 17 novembre 1955 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat en Afrique du Nord ;

Vu le décret n° 56-725 du 20 juillet 1956 relatif au régime de l'indemnité résidentielle de cherté de vie aux personnels civils et militaires de l'Etat en service en Afrique du Nord, ensemble les textes qui l'ont modifié, et notamment le décret n° 75-94 du 14 février 1975 ;

Vu le décret n° 63-109 du 12 février 1963 relatif aux indemnités attribuées aux fonctionnaires civils de l'Etat affectés ou détachés dans les services de l'Etat français en Algérie, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 75-921 du 10 octobre 1975 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} octobre 1975 et incorporation partielle de l'indemnité de résidence au traitement soumis à retenue pour pensions ;

Vu le décret n° 76-911 du 7 octobre 1976 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} octobre 1976 et incorporation partielle de l'indemnité de résidence au traitement soumis à retenue pour pensions,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le taux de l'indemnité résidentielle de cherté de vie mentionnée à l'article 1^{er} du décret du 20 juillet 1956 susvisé est ramené de 6,5 p. 100 à 6 p. 100 lors de la première majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat intervenant après la publication du présent décret.

Il sera ramené respectivement à 5 p. 100, 4 p. 100 et 3 p. 100 lors de chacune des trois majorations de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat intervenant ultérieurement.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères,
LOUIS DE GUIRINGAUD.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,
MICHEL DURAFOUR.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique,
MAURICE LIGOT.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Ouverture et annulation de crédits.

Par arrêtés du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, pris en application des articles 17 et 25 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ont été ouverts et annulés sur 1976 au titre du compte d'affectation spéciale « Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités » des crédits de paiement s'élevant respectivement à :

DATE DES ARRÊTÉS	CRÉDITS de paiement ouverts.	CRÉDITS de paiement annulés.
	Francs.	Francs.
4 février 1976 (1).....	22 939 058,95	»
9 février 1976	9 502 620,34	»
12 avril 1976	862 691,63	»
20 août 1976	1 050 091,14	»
21 septembre 1976.....	937 105,85	»
30 novembre 1976.....	4 003 600	»
14 janvier 1977 (2).....	»	9 059 395,44
Totaux	39 295 167,91	9 059 395,44

(1) Report de crédits de 1975 sur 1976.

(2) Report de crédits de 1976 sur 1977. L'annulation de crédits mentionnée sur 1976 a donné lieu à une ouverture correspondante de crédits égaux en 1977.

Contrôle d'Etat.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances en date du 3 février 1977, M. Lafaurie (Jacques), contrôleur d'Etat, est nommé membre de la mission de contrôle économique et financier des entreprises de recherches, d'exploitation et de transport de produits pétroliers.

Par le même arrêté, il est mis fin aux fonctions de M. Lafaurie (Jacques) en qualité de membre de la mission de contrôle économique et financier instituée par le décret n° 61-827 du 29 juillet 1961.

MINISTERE DE LA DEFENSE

Taux de l'indemnité mensuelle de service des personnels de l'administration des postes et télécommunications en service à la poste aux armées.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la défense, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 47-1142 du 23 juin 1947 modifié relatif à la situation du personnel de l'administration des postes, télégraphes et téléphones détaché dans le service de la poste aux armées en dehors du cas de mobilisation générale ou partielle ;

Vu le décret n° 73-902 du 12 septembre 1973 portant création du service de la poste aux armées.

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les taux mensuels de l'indemnité de service prévue à l'article 3 du décret du 23 juin 1947 susvisé sont fixés dans le tableau ci-dessous :

HIERARCHIE dans le corps spécial de la poste aux armées.	CORRESPONDANCE avec la hiérarchie militaire.	TAUX mensuels (en francs).
Inspecteur général.....	Général de brigade.....	180
Directeur de 1 ^{re} classe ou officier en chef de 1 ^{re} classe.	Colonel ou capitaine de vaisseau.	
Directeur de 2 ^e classe ou officier en chef de 2 ^e classe..	Lieutenant-colonel ou capitaine de frégate.	
Chef de section de 1 ^{re} classe ou officier principal.....	Commandant ou capitaine de corvette.	160
Chef de section de 2 ^e classe ou officier de 1 ^{re} classe...	Capitaine ou lieutenant de vaisseau.	135
Sous-chef de section de 1 ^{re} classe ou officier de 2 ^e classe.	Lieutenant ou enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe.	114
Sous-chef de section de 2 ^e classe ou officier de 3 ^e classe.	Sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de 2 ^e classe.	
Secrétaire des postes de 1 ^{re} classe.	Adjudant-chef	
Secrétaire des postes de 2 ^e classe.	Adjudant	90
Conducteur manipulant de 1 ^{re} classe.	Sergent-chef	
Conducteur manipulant de 2 ^e classe.	Sergent	
Gardien de bureau de 1 ^{re} classe ou quartier-maître de 2 ^e classe.	Caporal ou quartier-maître de 2 ^e classe.	81
Gardien de bureau de 2 ^e classe ou matelot.	Soldat ou matelot.....	

Art. 2. — Le présent arrêté abroge l'arrêté du 20 juin 1975 fixant le taux de l'indemnité mensuelle de service des personnels des P. T. T. en service à la poste aux armées et à la poste navale.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1977.

Fait à Paris, le 10 février 1977.

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires administratives,
juridiques et contentieuses,
JEAN-CLAUDE ROQUEPLO.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
JACQUES BUZET.

Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du personnel et des affaires sociales,
EMILE SIMON.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
JEAN-LOUIS MOREAU.

Composition et appel de la fraction de contingent 1977/04.

Le ministre de la défense,

Vu le code du service national, et notamment ses articles L. 7, R. 14 et R. 19 ;

Vu la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relative au service national, et notamment son article 26 ;

Vu le décret n° 67-71 du 25 janvier 1967 modifié concernant les conditions d'attribution et de renouvellement des sursis d'incorporation pour études et apprentissage ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1972 relatif aux dates d'appel au service national actif de certaines catégories de jeunes gens,